



Mairie de Rosny-Sous-Bois
Direction du foncier et de l'urbanisme
réglementaire
Service Droit des sols
Annexe de l'hôtel de ville
22, rue Claude-Pernès
93110 Rosny-sous-Bois

Noisy-le-Sec, le 09/02/2026

Objet : Recours gracieux contre l'arrêté de refus de permis de construire n° PC 93064 25 B0035 – Lieu de culte – Parcelle M00058

Monsieur le Maire,

Par arrêté en date du 12/01/2026, vous avez refusé le permis de construire déposé par l'UNION FRANCO-MUSULMANE DE NOISY-LE-SEC (UFMN) relatif à la construction d'un lieu de culte situé 58 chemin de Montreuil à Claye, à Rosny-sous-Bois (parcelle cadastrée M00058).

Ce refus est exclusivement fondé sur l'avis défavorable émis par Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis le 4 décembre 2025, au motif que le projet ne permettrait pas de mettre un terme aux troubles à l'ordre public actuellement constatés.

Par la présente, conformément à l'article L.600-12-2 du code de l'urbanisme, l'association forme un **recours gracieux** et souhaite apporter les éléments suivants, de nature à justifier un réexamen de la décision.

Le projet répond à un **besoin ancien, réel et objectivement identifié** des habitants de la commune de Noisy -le-Sec en matière d'exercice du culte, dans un contexte où les capacités actuelles d'accueil apparaissent manifestement insuffisantes. Il s'inscrit strictement dans le respect du cadre juridique applicable aux associations cultuelles ainsi qu'aux établissements recevant du public, et a été conçu dans une logique de coopération constante avec les services municipaux compétents.

Depuis l'origine du projet, un **travail étroit de concertation** est mené entre l'association, la Ville de Noisy-le-Sec et les riverains, afin de prévenir toute atteinte à l'ordre public, à la sécurité des personnes et des biens, ainsi qu'à la tranquillité du voisinage. Cette démarche proactive témoigne de la volonté constante de l'association de se conformer aux exigences réglementaires et aux prescriptions susceptibles d'être formulées par l'autorité administrative.



Il convient également de souligner que le projet s'inscrit dans un **cadre foncier et réglementaire particulièrement contraint**. Le terrain d'assiette est exploité à son maximum de constructibilité autorisé par les règles d'urbanisme en vigueur. Les parcelles voisines relèvent de zones protégées ou réglementées ne permettant aucune extension future. Cette configuration garantit le caractère **strictement maîtrisé, limité et définitif** du projet, excluant toute perspective d'agrandissement ultérieur.

S'agissant plus spécifiquement de l'organisation des prières du vendredi, l'association UFMN a pris des **engagements précis, concrets et opérationnels**. Deux offices distincts seront organisés chaque vendredi afin de répartir les fidèles dans le temps et de réduire significativement la fréquentation simultanée. Cette organisation sera clairement affichée sur le panneau d'information à l'entrée de l'établissement, les horaires étant fixés en fonction des horaires de prière.

Le projet architectural prévoit par ailleurs deux salles de prière distinctes, situées au rez-de-chaussée et en mezzanine, pour une capacité cumulée initiale d'environ 360 personnes. Deux salles de classe, intégrées au projet et équipées de cloisons amovibles, pourront être exceptionnellement ouvertes lors des prières du vendredi. Aucun enseignement n'y étant dispensé ce jour-là, cette configuration temporaire et encadrée permet d'accueillir environ 60 personnes supplémentaires, portant la capacité totale à **environ 420 fidèles par office**, dans le strict respect des règles de sécurité, de cheminement et d'évacuation applicables aux ERP.

Il importe également de préciser que le chiffre de 800 personnes évoqué dans l'avis préfectoral inclut des fidèles présents lors de **prières mortuaires**, lesquelles constituent des événements exceptionnels et non représentatifs de la fréquentation hebdomadaire ordinaire. Afin de prévenir toute situation de sur fréquentation, l'association a pris la décision de **ne plus organiser de prières mortuaires** dans ce lieu de culte. Cette mesure permet de stabiliser la fréquentation régulière du vendredi à environ 750 fidèles, répartis sur deux offices distincts.

L'ensemble de ces dispositions démontre la capacité de l'association à **anticiper, encadrer et maîtriser la fréquentation**, et à assumer pleinement ses responsabilités en matière de sécurité et d'ordre public. Le projet a précisément pour finalité de mettre fin à la situation actuelle, caractérisée par des prières pratiquées à l'extérieur de l'édifice et sur le domaine public, source des troubles relevés par Monsieur le Préfet dans son avis du 4 décembre 2025.

Ainsi, loin d'aggraver les difficultés existantes, le projet constitue une **solution structurelle, proportionnée et pérenne** aux troubles constatés.



Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'association sollicite respectueusement le **retrait de l'arrêté de refus** et l'octroi du permis de construire sollicité, éventuellement assorti de prescriptions particulières si l'autorité municipale l'estime nécessaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre considération distinguée.

Pour l'UNION FRANCO-MUSULMANE DE NOISY-LE-SEC

Mehdi TOUIL

Représentant légal

PJ :

- Décision de refus de permis de construire, objet du recours gracieux
- Notice architecturale PCMI 4